Documents relatifs aux juifs antérieurs à 1808

- Un registre de circoncision (pour les garçons du sud-ouest) de 1725 à 1763.
- Un registre en hébreu pour la communauté d'Avignon de 1750 à 1766.
- Les registres des quatre « carrières » ouverts le 27/5/1763 (A.D. du Vaucluse).
- Des états numériques ou nominatifs pour la plupart des bailliages d'Alsace en 1780 et 1781 (A.D. du Haut-Rhin).
- Le dénombrement des juifs d'Alsace donnant en 1784, village par village, le détail des 19707 personnes vivant dans la province.
- Des rôles de juifs dressés en 1739-1740 (A.C.de Metz).
- Un registre ouvert à Versailles pour les juifs et les protestants (édit de nov.1787) (A.D. des Yvelines).
- Les « Tables du registre d'état civil de la communauté juive de Metz 1717-1792 » éditées par P.A.Meyer, Paris 1987.

Archives « post-concordataires » (après 1808)

- Des permis d'inhumer à Paris entre 1809 et 1905 (A.N.)
- Les dossiers des rabbins fonctionnaires de 1809 à 1905 (A.N.)
- Les secours accordés aux rabbins et à leurs veuves entre 1837 et 1908 (A.N.)
- Les archives du Consistoire israélite de France et d'Algérie: documents relatifs à 150 communautés (à l'exception de quelque 500 familles juives orthodoxes et hassidiques). Le consistoire de Paris concervant les registres des mariages conclus dans les seules synagogues qui relèvent de son administration.
- Les naturalisations d'israélites pour les années 1810-1813 (Archives des A.E).

Il faut ajouter à ces archives, de multiples ouvrages, dont le plus important est

l'ouvrage de Blumenkranz(Bernard) : *Documents modernes sur les juifs (XVIe - XXe siècle)*

Documents relatifs aux protestants

- Les registres paroissiaux réformés d'avant 1685 (A.D.;A.C.;A.N.bibliothèque de l'Arsenal)

Les difficultés se trouvent entre 1685 et 1787, période d'interdiction de cette religion, dans ce cas, on a les registres dits « du désert »; ces registres peuvent se trouver aux A.D. , aux A.C. au siège des Consistoires ou même chez des particuliers!

- Aux A.N. il existe un microfilm des Archives de l'Eglise protestante française à Londres.

La Bibliothèque de la Société de l'Histoire du Protestantisme Français possède des originaux et des copies de registres réformés, dont ceux de sedan, détruits par un incendie ainsi que des listes d'imigrés dans les pays européens (Allemagne...) et un fichier regroupant plus de 20.000 familles protestantes de l'Ancien Régime.

LES PROTESTANTS

Les recherches concernant les Protestants s'avèrent plus difficiles.
Il faut tout d'abord connaître l'histoire des Protestants en France.

Le Protestantisme est né au début du XVII^e siècle sous l'impulsion de Luther (pays de langue germanique) et de Calvin dans la seconde moitié du XVI^e - 1536 - (régions francophones).

La France n'a connu que le Calvinisme sauf en Alsace.

1559: le premier synode des Eglises Réformées prévoit la tenue de l'Etat Civil Protestant par les pasteurs (baptême, mariage).

1598: Edit de NANTES avec la totale liberté de conscience.

Pendant 87 ans la France va être un royaume avec deux modes opposés de la foi chrétienne.

1661: Début du règne de Louis XIV qui sera marqué par :

- des temples détruits
- des lieux de culte interdits
- des dragonnades
- des mesures contraignantes : sépultures interdites dans les cimetières catholiques, horaires des enterrements, actes enregistrés par les officiers de justice,...

1685: Edit de FONTAINEBLEAU : révocation de l'Edit de Nantes

Le résultat fut catastrophique: 200 à 300000 Protestants se dirigent alors vers les pays du Refuge (Suisse, Allemagne, Hollande, Angleterre) et même vers l'Afrique du Sud ou les Etats Unis.

Les Protestants restés en France, malgré les persécutions, restent en secret, fidèles à leur foi. Des assemblées clandestines sont organisées dans des lieux reculés ("le désert"). Des pasteurs deviennent itinérants et inscrivent les baptêmes et les mariages sur des carnets ---> "les registres du désert" (lieu non précisé).

Compte tenu de leur "non existence" certains protestants feront enregistrer l'acte sur les registres de catholicité ou chez un notaire.

1736: Edit Royal

Les décès non catholiques doivent être déclarés au juge le plus proche.

1787: Edit de Tolérance avec :

- le rétablissement de l'existence légale des Réformés
- la réhabilitation des actes passés au "désert"

Coup d'œil sur la généalogie juive

Pour bien comprendre la généalogie juive, il est indispensable de posséder un minimum de notions historiques axé sur quelques dates « charnières » *soulignées* dans ce texte.

La présence des Hébreux en France est contemporaine des Gallo-Romains puisque leur établissement en Gaule remonte au IV^e siècle. On trouve même une implantation en Gaule méridionale dès la destruction du 2^e Temple de Jérusalem (an 70 après J.-C.) : on a découvert en 1967, près d'Orgon (Bouches-du-Rhône) une lampe à huile de l'époque romaine décorée du chandelier hébraïque à sept branches qui, par son style, peut dater de la seconde moitié du I^{er} siècle de notre ère.

Le 17 septembre 1394, « l'Édit de bannissement » promulgué par Charles VI chasse les juifs du royaume de France ; mais il faut considérer qu'à l'époque, nos frontières étaient loin de correspondre à celles d'aujourd'hui... En conséquence, les Israélites vivant par exemple en Bretagne, en Bourgogne, en Alsace, en Lorraine ou en Provence ne furent pas concernés ; ils demeuraient tributaires du bon plaisir des ducs, comtes, rois ou seigneurs maîtres de ces provinces.

Le 31 mars 1492, « l'Édit d'expulsion » chassait plus de 300 000 juifs du royaume d'Espagne : ils se réfugièrent pour la plupart en Turquie, en Grèce, en Italie, mais surtout en Afrique du Nord. Quelques-uns prirent le chemin du sud-ouest de la France et s'établirent à Bayonne et à Bordeaux. Ils sont connus sous le nom de « Marranes »¹.

¹ Marranes : nom donné aux juifs convertis de force au christianisme mais conservant secrètement la religion juive.

Toutefois, il existe des documents fort utiles comme par exemple :

- 1) le registre de l'état civil des juifs de la communauté de la ville de Metz, qui commence vers 1717-1720 ;
- 2) le dénombrement des juifs d'Alsace de 1784, livre précieux, tenu par les communes, où l'on relève la présence de 19 707 personnes autorisées à séjourner en Alsace ;
- 3) les registres destinés à enregistrer les naissances, circoncisions, mariages et décès des juifs des quatre Carrières du Comtat-Venaissin (Avignon, Carpentras, Cavaillon et l'Île-sur-Sorgue), registres ouverts le 27 mai 1763 par ordonnance du frère Jean-Baptiste MABIL, inquisiteur général pour Avignon.

Pour les recherches antérieures à 1792, alors que les généalogistes chrétiens ont à leur disposition les registres paroissiaux, nous ne disposons que de quelques registres religieux, registres de circoncision, Kétouba (contrats de mariage), etc... mais fragmentaires et localisés.

A la veille de la Révolution française, on estime à 40 000 le nombre de juifs vivant en France répartis en 3 grandes composantes :

- Bordeaux et Bayonne ;
- L'Alsace et la Lorraine ;
- Le Comtat Venaissin.

Retenons la date du 23 septembre 1791 qui accorde aux juifs le droit à la citoyenneté.

Le 20 septembre 1792, l'État-Civil laïque et obligatoire pour tous est instauré.

A partir de cette date, nos sources de recherches sont identiques à celles utilisées par tous les généalogistes.

Mais il faudra toutefois attendre l'application du « décret de Bayonne » promulgué par Napoléon I^{er} le 20 juillet 1808 pour avoir un patronyme définitif. Ce décret obligeait les juifs à prendre un nom et un prénom légaux. On trouve dans 22 Archives Départementales les registres d'application de ce décret, éléments, on s'en doute, très utiles pour nos recherches.

Pour les juifs sépharades (juifs originaires du bassin méditerranéen) issus d'Afrique du Nord, les recherches semblent plus difficiles. Mais en généalogie, rien n'est impossible, et ils peuvent se servir de nombreux ouvrages d'onomastique qui, en leur indiquant la racine de leur nom, leur ouvre des pistes intéressantes. Si le Maroc et la Tunisie avaient un statut de « protectorat », il n'en était pas de même pour l'Algérie composée de trois départements français (Alger-Oran-Constantine) donc régie comme la France métropolitaine. De plus, le 24 octobre 1870, le « décret Crémieux » accordant la nationalité française aux juifs algériens, ces derniers devraient logiquement trouver trace de leur état civil depuis cette date.

Quant aux juifs ashkénazes (juifs de l'Europe Centrale et du Nord), ils peuvent utiliser les nombreux travaux effectués aux États-Unis ainsi que les études informatisées mises en place en Israël et la lecture des fichiers tenus par les Mormons.